

La génération est-elle encore un marqueur des fractures politiques françaises ?



Anne Muxel

Directrice déléguée du CEVIPOF

Directrice de recherches émérite au CNRS

anne.muxel@sciencespo.fr

This note proposes to identify the most noticeable changes in political positions and affiliations (level of interest, ideological orientation, partisan affiliation) across generations, by measuring the differences or similarities between the youngest and oldest generations over a period of ten years. Is generation still a marker of political divisions in France? Some results contradict a number of preconceived ideas.

Nous ne sommes plus dans les années 1960-1970 au cours desquelles le prisme générationnel était un marqueur non seulement des phénomènes culturels, sociétaux, et aussi politiques qui opéraient une véritable transformation du pays, mais aussi d'une époque. En ce sens il y eut bien une génération Mai 68, et des effets générationnels spécifiques d'un « fossé » entre les jeunes et leurs aînés. Mais depuis, rien d'équivalent n'a été constaté. Certes, des tentatives pour qualifier les nouvelles générations et identifier certains signaux d'une spécificité pouvant les opposer à leurs aînés, ont proliféré. Mais hormis le jeu souvent facile des métaphores utilisées, depuis la Bof génération jusqu'à la génération Snow flakes, surtout évocatrices de certains traits d'attitudes ou de comportements soit négatifs, soit amplifiant des évolutions présentes dans l'ensemble du corps social, l'idée de fossé des générations, et a fortiori de conflits entre les générations, a perdu au fil du temps de sa consistance.

Cela ne veut pas dire que des lignes de faille ne puissent être repérées et que des écarts d'opinions ne puissent être mesurés dès lors que l'on cherche à comparer les classes d'âge entre elles, et notamment les plus jeunes aux plus âgées. Par ailleurs, certaines tentatives de conflictualisation sont récurrentes, par exemple lors de la pandémie de Covid 19, cherchant à opposer des jeunes sacrifiés au bénéfice des personnes âgées ou encore, très récemment, François Bayrou, évoquant dans l'un de ses derniers discours de chef du gouvernement « le confort des boomers qui considèrent que tout va bien » face à l'envolée de la dette publique et plaidant à demi-mot pour un rééquilibrage générationnel des richesses dans notre pays. Mais à l'exception des jeunes qui, il est vrai, sont plus nombreux à lui donner raison que leurs aînés (63% des 18-24 ans et 55% des 25-34 ans), les Français se déclarent très largement en désaccord (70%) avec les propos de l'ancien Premier ministre. Par ailleurs, ils refusent dans leur grande majorité d'opposer les générations entre elles et les trois quarts d'entre eux réfutent l'idée que l'on en fait trop pour les jeunes dans notre société. Pour autant, la question de la dette n'est pas sans entamer la solidarité que se doivent les générations ni sans créer certaines tensions¹.

[1] Sondage Elabe, Les Français, la dette et les « boomers », réalisé pour Les Échos, 4 septembre 2025.

Des signes de fractures sociales et économiques mais un optimisme plus résistant dans les jeunes générations

La question économique ne peut être éludée. En effet, les jeunes sont les plus concernés par la pauvreté. Les modes de calcul sont discutés, mais il est certain qu'en proportion par rapport à leur classe d'âge, celle-ci touche davantage de jeunes que de vieux. Selon l'Observatoire des inégalités s'appuyant sur les chiffres de l'INSEE², 15,7% des 18-29 ans vivent sous le seuil de la pauvreté (50% du revenu médian), tandis qu'à partir de 65 ans, ce taux est nettement plus faible, entre 4 et 5%. Les jeunes connaissent aussi des difficultés d'intégration sociale et professionnelle préoccupantes, hypothéquant le bon déroulement d'un accès rapide et satisfaisant à une autonomie adulte. L'accès au logement, a fortiori à la propriété, ou encore à un emploi stable et conforme à la formation suivie comme au niveau de diplôme obtenu restent des points d'achoppement du processus d'intégration de la jeunesse française. Par ailleurs, depuis la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid 19, nombre d'indicateurs révèlent l'importance du sentiment de solitude éprouvé par les jeunes. En 2024, dans la vague 12, 46% des moins de 35 ans déclarent se sentir seuls, parmi lesquels 11% se disent même très seuls. À l'autre bout de l'échelle des âges, les plus de 60 ans ne sont que 30% à partager ce ressenti (39% dans l'ensemble de la population). Les jeunes sont donc non seulement plus touchés par la pauvreté que les seniors, mais aussi, ce qui est plus remarquable, par la solitude.

Dans le renouvellement générationnel, ces difficultés alimentent un certain pessimisme social assez largement partagé par l'ensemble des générations. Les perspectives de promotion sociale par rapport à la génération précédente sont jugées plutôt maussades par les jeunes. Invités à comparer leur situation par rapport à celle de leurs parents au même âge, seul un tiers des moins de 35 ans la considèrent comme meilleure, tandis que 28% la jugent plus mauvaise et 40% ni meilleure ni plus mauvaise. Et les jeunes femmes accusent un optimisme générationnel encore moins prononcé que les jeunes hommes : alors que ces derniers sont 36% à juger leur position meilleure, elles ne sont que 29% à partager ce même sentiment. Mais si les jeunes Français ont tous des difficultés croissantes à envisager leur avenir et à se projeter dans un cadre rassurant et prévisible, ils font aussi preuve d'une capacité d'adaptation et d'une résilience tangible. En dépit de leur pessimisme sur le devenir de nos sociétés, ils restent relativement optimistes à l'échelle de leur propre vie. Certes, dans la dernière vague de l'enquête Fractures françaises, une minorité des moins de 35 ans (46%) voit l'avenir en France rempli d'opportunités et de nouvelles possibilités, mais cela représente six points de plus que pour l'ensemble des Français (40% et 37% des 60 ans et plus). Par ailleurs, leur optimisme relatif a plutôt progressé en l'espace d'une dizaine d'années. En 2015, seul un gros tiers des moins de 35 ans (35%) se rangeaient à cette opinion, en 2024 ils sont près de la moitié (46%, soit +11 points). Parmi les seniors de 60 ans et plus, c'est le mouvement inverse, qui s'opère, l'adhésion à cette opinion passant de 49% à 37% dans le même intervalle de temps (-12 points).

[2] Note publiée le 6 décembre 2024.

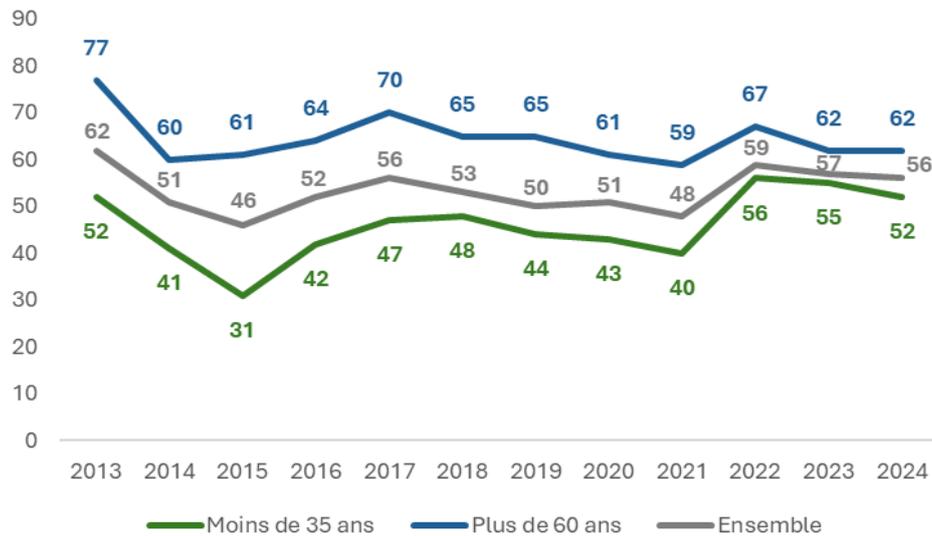
L'interrogation sur la façon dont les réalités économiques de notre pays affectent les générations, pouvant créer des divisions et des rivalités dommageables entre elles, ne peut être tranchée ici. Elle est complexe et dépend de multiples facteurs objectifs, mais aussi d'appréciations subjectives relevant d'un ressenti global face au sentiment de déclassement social palpable dans tous les segments de la société, y compris les plus favorisés, et plus largement des peurs qui s'expriment tous azimuts face à la multiplicité des menaces qui se profilent.

Mais qu'en est-il concernant les positionnements dans le champ socio-politique ? Cette note propose d'indiquer les évolutions les plus repérables de ces positionnements dans la chaîne des générations, en mesurant les écarts ou les similitudes entre les plus jeunes et les plus vieux, à l'échelle d'une dizaine d'années.

Des écarts générationnels, mais pas nécessairement dans le sens attendu

Contrairement à ce qui est souvent asséné, les jeunes ne sont ni en voie de dépolitisation ni désintéressés de la politique. Comparés à leurs aînés, ils font preuve d'un niveau d'intérêt certes moindre, mais assez stable et les fluctuations enregistrées, obéissant aux effets de la conjoncture politique et aux périodes électorales, suivent grosso modo celles qui sont enregistrées concernant leurs aînés. Cela mérite d'être rappelé. Et si l'on compare en termes de niveaux l'intérêt porté par les classes d'âge les plus jeunes à celui qui est enregistré dans les classes d'âge plus âgées, les courbes ont au fil du temps plutôt tendance à se rapprocher. L'intérêt pour la politique des plus jeunes augmente plutôt tandis que celui des autres classes d'âge a tendance au mieux à rester stable, voire à régresser. En l'espace de dix ans, l'écart de niveau d'intérêt pour la politique entre les moins de 35 ans et les plus de 60 ans est passé de -25 points à -10 points. S'il y a dépolitisation, distanciation envers la politique, cette évolution est donc loin de ne concerner que les jeunes, elle est aussi visible, et peut être encore plus significative, dans les segments de la population plus âgés. C'est un résultat qui va à l'encontre de bien des idées reçues.

Graphique n°1 - Évolution de l'intérêt pour la politique en fonction de l'âge (%)

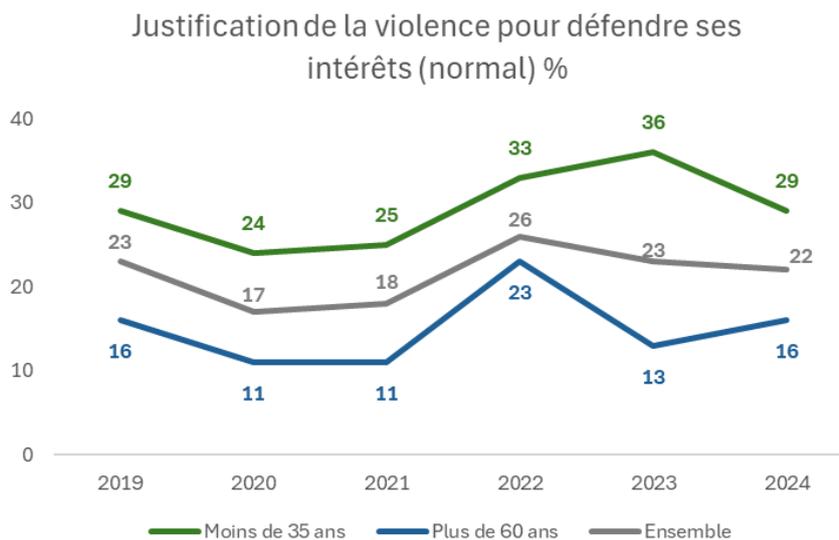


Source : Anne Muxel, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

L'attachement à la démocratie domine toujours dans les jeunes générations et reste au cœur de leur répertoire politique. Néanmoins, les demandes de démocratie directe et de participation accrue des citoyens, sans la médiation des organisations ou des institutions politiques se font de plus en plus pressantes, et de façon encore plus marquée au sein de la jeunesse que dans l'ensemble de la population. Les rouages de la démocratie représentative sont mis en cause et les jeunes ont endossé encore plus que leurs aînés les habits d'une citoyenneté critique, où la protestation est devenue un mode d'expression familier. Le triptyque défiance-intermittence du vote-protestation définit le cadre d'un modèle de participation politique où les formes non conventionnelles sont assez largement investies, au risque même de la radicalité³. Ainsi, parmi les moins de 35 ans, la justification de la violence pour défendre ses intérêts entraîne l'adhésion de 29% d'entre eux, soit une proportion assez stable depuis 5 ans, mais ayant connu des pics en 2022 et 2023 (respectivement 33% et 36%). Parmi les seniors de plus de 60 ans, même si l'année 2022 enregistre aussi une augmentation notable de leur opinion en faveur d'une justification de la violence (23%), celle-ci reste très en retrait sur l'ensemble de la période (-13 points par rapport aux moins de 35 ans en 2024).

[3] Anne Muxel, *Politiquement jeune*, Paris, Éditions de l'Aube/FJJ, 2019.

Graphique n°2 - Justification de la violence selon l'âge (%)



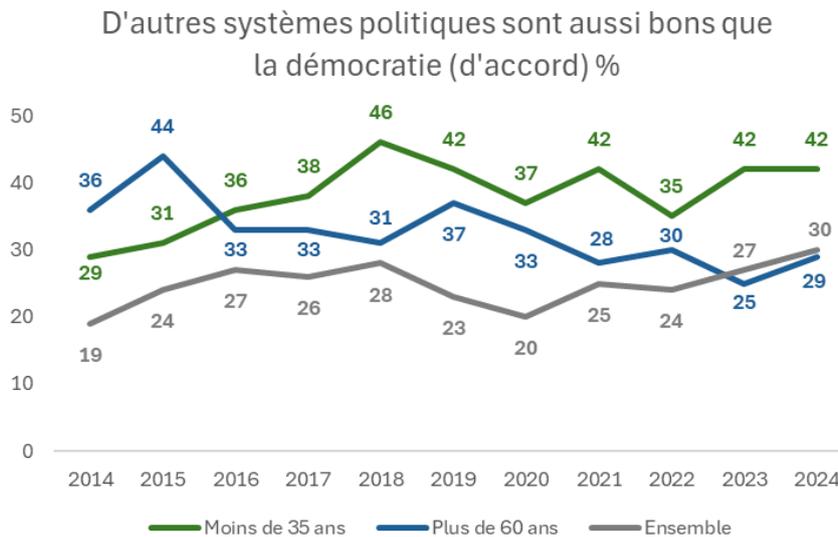
Source : Anne Muxel, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

L'affirmation d'une citoyenneté plus critique, où la norme civique du devoir de voter s'est singulièrement affaiblie, peut certes renforcer une vigilance démocratique, mais aussi conduire à des demandes d'autorité et nourrir les populismes de tous ordres. Ainsi peut-on observer dans les nouvelles générations des signes palpables d'une « déconsolidation démocratique » selon l'expression utilisée par Yasha Mounk, provoquée et entretenue par une érosion de la confiance accordée aux institutions politiques représentatives⁴. Dans la dynamique générationnelle, cette déconsolidation peut ouvrir la voie à de nouvelles conflictualités à l'issue démocratique incertaine.

Parmi les moins de 35 ans, plus de quatre jeunes sur dix (42%) sont d'accord avec l'idée que d'autres systèmes politiques sont aussi bons que la démocratie. Si l'on remonte dix ans en arrière, en 2014, ils étaient 29% à partager le même avis. Dans l'ensemble de la population, cette opinion a aussi progressé mais à un niveau plus faible, passant de 19% à 29%. En revanche, et c'est une évolution notable, elle a régressé parmi les seniors de plus de 60 ans, passant de 36% à 30%, soit une évolution en sens inverse par rapport aux plus jeunes. Si la démocratie doit tenir, c'est donc davantage du côté des seniors qu'elle trouvera ses défenseurs que parmi les plus jeunes. Un constat qui peut dans l'avenir être lourd de conséquences politiques.

[4] Yasha Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, Éditions de l'Observatoire, Paris, 2018.

Graphique n°3 - Signe de déconsolidation démocratique dans le renouvellement générationnel (%)



Source : Anne Muxel, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

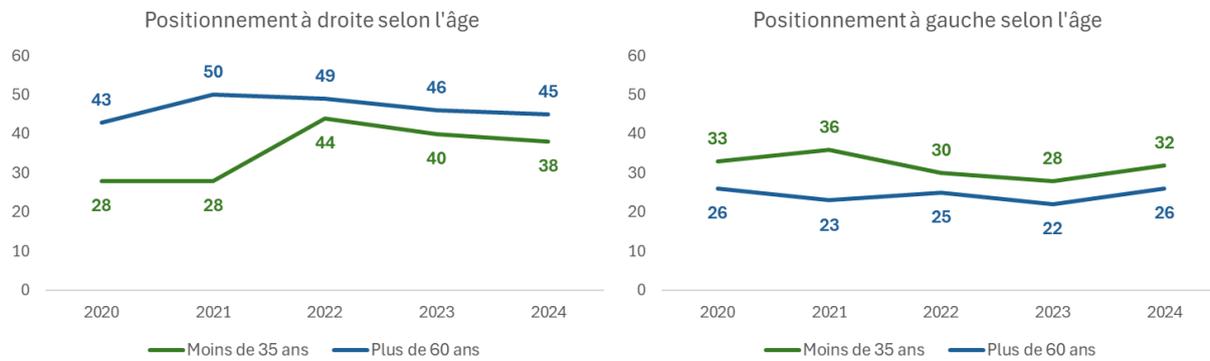
S'ajoutent à ce tableau, des fractures intragénérationnelles qui ne sont pas sans risques de conflictualités et peuvent prendre le pas sur les divisions qui s'expriment au niveau intergénérationnel. Certains segments de la jeunesse, touchés par la précarité du travail et plus faiblement diplômés, ne sont pas exempts d'un repli identitaire favorable aux leaderships autoritaires d'extrême droite. A contrario, dans la population étudiante et diplômée, à l'autre bout du spectre politique, plus active dans les mobilisations collectives, la tentation de la radicalité à gauche n'est pas sans s'exprimer. Par ailleurs, au sein de la jeunesse issue de l'immigration, l'adhésion à certains communautarismes, non dénués de sectarisme et de séparatisme, peut remettre en cause l'universalisme républicain.

Il reste à examiner la façon dont les jeunes générations se positionnent selon leur orientation idéologique et au sein du spectre partisan. Si le tropisme de gauche qui a longtemps caractérisé politiquement les jeunes générations par rapport à leurs aînés a perdu au fil des années de sa force et de son acuité, il reste visible.

En 2024, lors de la dernière vague de l'enquête Fractures françaises, ce sont 18% des moins de 35 ans qui se placent au centre (21% des 60 ans et plus), soit une proportion assez équivalente. Mais parmi ceux qui se reconnaissent dans l'un ou l'autre camp politique, comparés à leurs aînés, la gauche est mieux placée : 32% (contre 26% des 60 ans et plus et 28 % dans l'ensemble de la population).

En revanche, leur positionnement à droite est supérieur en nombre, 38%, mais inférieur à celui que l'on constate chez leurs aînés (45% des plus de 60 ans et 41% dans l'ensemble de la population). Idéologiquement, l'identification à la gauche s'est donc assez nettement affaiblie dans le renouvellement générationnel au profit d'un mouvement de droitisation. En l'espace de quatre ans (2020-2024), parmi les moins de 35 ans, les positionnements de droite sont passés de 28% à 38% (soit +10 points), tandis que dans le même intervalle de temps les affiliations à la gauche n'ont pas progressé (33% en 2020, 32% en 2024).

Graphique n°4 - Évolution des positionnements à gauche et à droite selon l'âge (2020-2024) (%)



Source : Anne Muxel, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

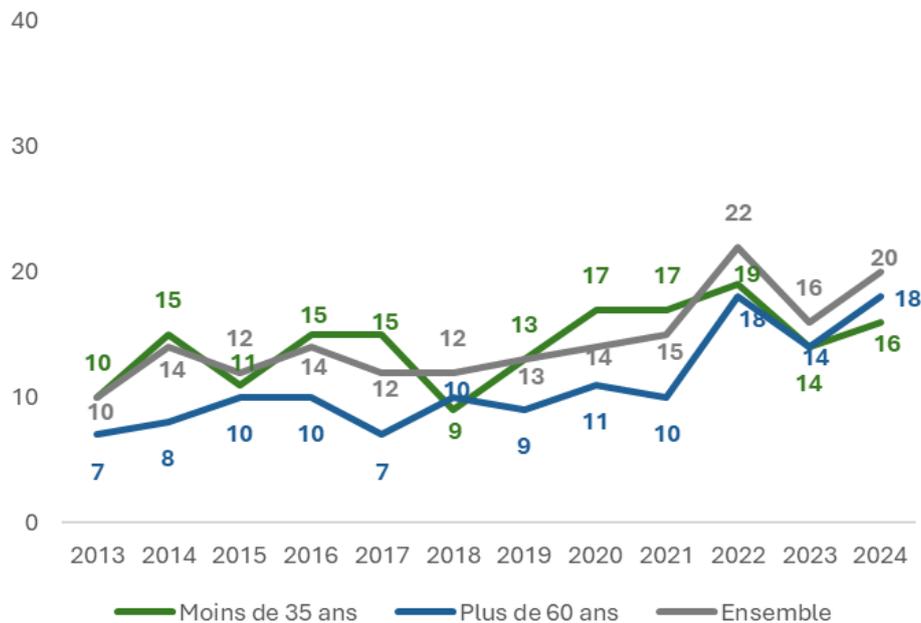
La distanciation envers les partis politiques et, plus largement, la défiance à l'encontre du personnel et des institutions politiques sont bien repérées dans les analyses montrant une montée d'une citoyenneté plus critique, plus expressive, plus individualisée, et de fait moins normative et moins institutionnalisée⁵. Un tiers des jeunes de moins de 35 ans se démarque de toute proximité partisane, mais davantage les jeunes femmes que les jeunes hommes (respectivement 42% et 29%, soit un écart similaire à celui que l'on observe dans l'ensemble de la population).

Dans ce contexte, le degré de proximité envers les forces radicales, aux extrêmes de l'échiquier partisan, mérite particulièrement d'être scruté dans la dynamique générationnelle. Il enregistre dans l'ensemble de la population des niveaux assez faibles. Mais la gauche mélenchoniste, portée par La France insoumise, pénètre toujours davantage les jeunes générations que les plus anciennes. Il en est de même pour la droite radicale incarnée par le Rassemblement national. C'est un point d'évolution à retenir. Entre 2017 et 2024, on enregistre un faible surcroît (+3 points) de la proximité déclarée à La France insoumise qui passe de 11% à 14%, avec un pic en 2021 à 21%, tandis que parmi les 60 ans et plus, cette proximité a plutôt diminué, restant à un niveau bas, sans fluctuation, passant de 7% à 4% (-3 points).

Dans le même temps, la proximité déclarée envers le Rassemblement national a quant à elle nettement progressé. Dans l'ensemble de la population, elle est passée de 10% à 20% (+10 points), parmi les moins de 35 ans, de 10% à 16% (+6 points), et parmi les 60 ans et plus de 7% à 18% (+11 points). La progression de l'attractivité du RN concerne tous les âges, mais de façon moindre les plus jeunes.

[5] Russel Dalton, *The Good Citizen, How a Younger Generation is Reshaping American Politics*, CQPress, 2020 ; Vincent Tiberj, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, PUF, 2017 ; Anne Muxel, *Politiquement jeune*, L'Aube, 2019.

Graphique n°5 - Évolution de la proximité envers le Rassemblement national selon l'âge (%)



Source : Anne Muxel, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

Apprécié à l'aune de la proximité partisane déclarée, le Rassemblement national supplante La France insoumise, y compris dans les jeunes générations. Certes à un niveau légèrement moindre que parmi les 60 ans et plus, mais le parti lepéniste apparaît plus ancré en termes de dynamique.

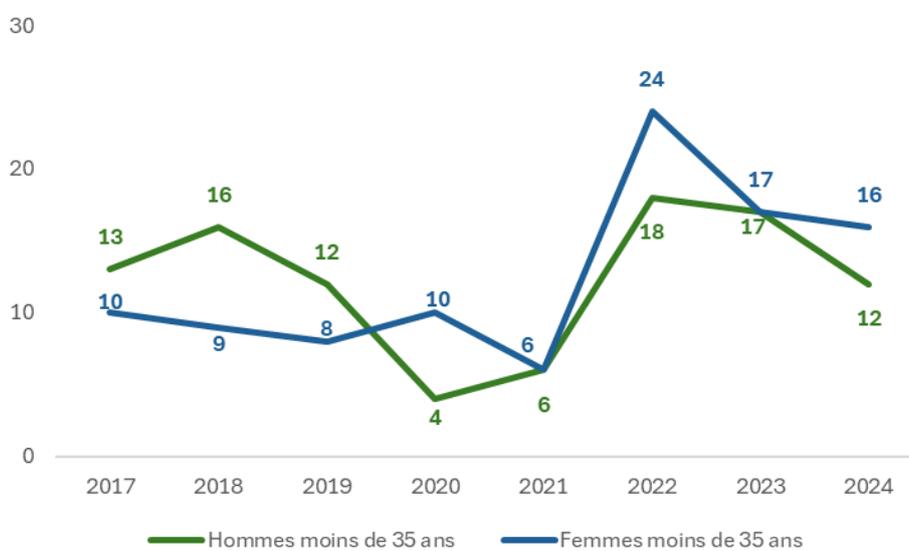
Émergence d'un gender-gap plus favorable à la gauche dans les jeunes générations féminines

L'affaiblissement tendanciel des affiliations à la gauche n'est pas uniforme au sein de la jeunesse, et il connaît même au sein de la population juvénile féminine un mouvement contraire qui autorise à parler d'un gender gap idéologico-politique intragénérationnel. En effet, alors que les jeunes hommes de moins de 35 ans apparaissent nettement plus concernés par la droitisation, les jeunes femmes du même âge optent nettement plus qu'avant, et aussi que les femmes appartenant aux générations précédentes, pour un positionnement marqué à gauche. Dans le renouvellement générationnel, ce modern gender gap remplace le traditional gender gap qui a longtemps caractérisé le tropisme conservateur et de droite de la population féminine⁶. Les jeunes femmes sont non seulement plus à gauche que l'ensemble des femmes, mais elles le sont aussi de façon souvent plus affirmée que leurs homologues masculins. De fait, elles sont aussi plus en retrait des positionnements de droite. En 2024, un écart de 9 points les sépare.

[6] Ruth Dassonneville, « Change and Continuity in the Ideological Gender Gap: A Longitudinal Analysis of Left-Right Self-Placement in OECD Countries », *European Journal of Political Research*, 60 (1), 2021, p. 225-238 ; Anja Durovic, « Des avancées paradoxales : inégalités générationnelles et de genre dans la participation politique en France (1981-2018) », *Revue française de science politique*, 73 (1), janvier-février 2023, p. 7-39.

Cet écart est notable concernant la proximité partisane. Depuis 2020, les jeunes femmes sont plus nombreuses à se dire proches de La France insoumise que les jeunes hommes, et bien plus que les femmes dans l'ensemble de la population, et cela est particulièrement marqué en 2022, année de la dernière élection présidentielle. Un quart des jeunes femmes de moins de 35 ans se déclaraient proches de la France insoumise.

Graphique n°6 - Évolution de la proximité envers LFI en fonction du sexe chez les moins de 35 ans

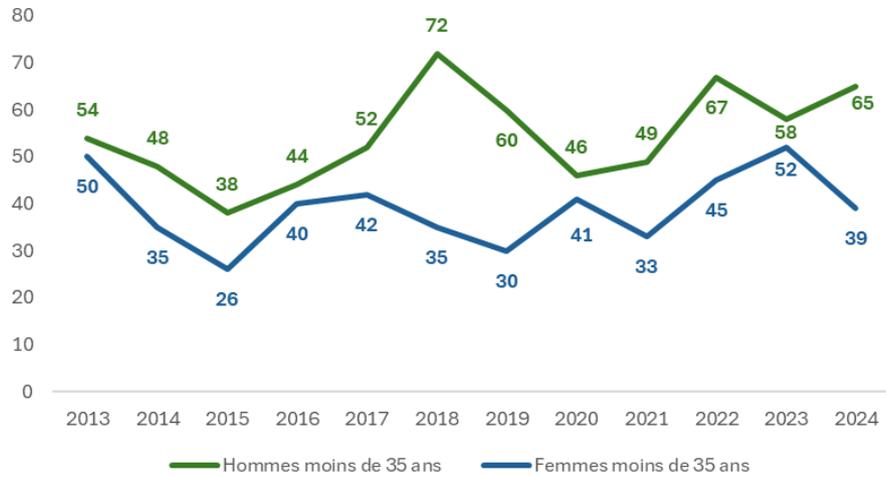


Source : Anne Muxel, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

Ce nouveau gender gap apparaît d'autant plus remarquable, que la politisation déclarée des jeunes femmes (auto-évaluation de leur intérêt personnel pour la politique) apparaît toujours très contenue⁷. Les femmes sont toujours nettement moins nombreuses que les hommes, quel que soit leur âge, à déclarer un intérêt pour la politique. Et cela est bien visible sur la longue période. Parmi les moins de 35 ans, en dix ans, et malgré certaines fluctuations remarquables, l'écart du niveau de cet intérêt différenciant les jeunes femmes par rapport aux jeunes hommes a progressé (-4 points en 2013, -26 points en 2024). Tendanciellement, dans les nouvelles générations féminines, on observe donc une relative dissociation entre le niveau d'intérêt pour la politique et le positionnement politique, voire le choix électoral dans la population juvénile féminine. L'inclination pour la gauche des jeunes femmes est peut-être plus culturelle que politique stricto sensu, la gauche apparaissant comme plus favorable aux droits des femmes et à certains enjeux sociétaux (égalité, droits humains, environnement...) auxquels elles accordent encore plus de crédit que leurs homologues masculins.

[7] Anne Muxel, « Socialisation et lien politique », dans Thierry Blöss (dir), *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, Puf, 2001, p. 27-45 ; Janine Mossuz-Lavau, « Le vote des femmes en France (1945-1993) », *Revue française de science politique*, 43 (4), août 1993, p. 673-689.

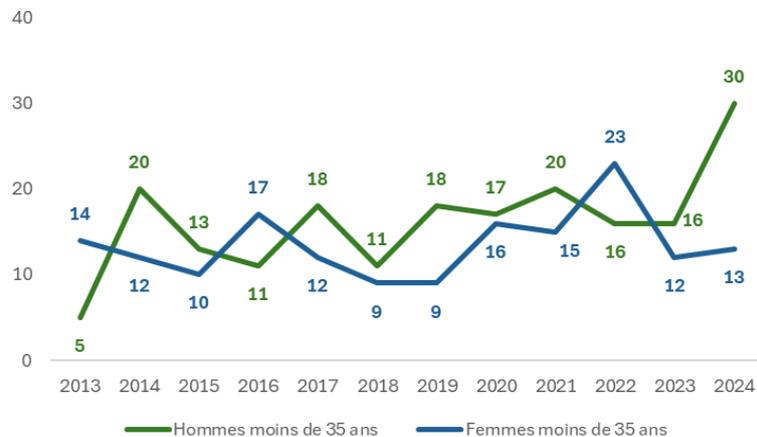
Graphique n°7 - Évolution de l'intérêt pour la politique en fonction du sexe chez les moins de 35 ans



Source : Anne Muxel, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

Le mouvement de droitisation repérable dans l'ensemble de la population, mais aussi dans les jeunes générations, ne touche donc pas les jeunes générations féminines, ou en tout cas de façon nettement moindre que les jeunes hommes. L'évolution récente de la proximité déclarée envers le Rassemblement national montre même qu'un écart s'est creusé entre les deux populations. Depuis 2017, et à l'exception notable de 2022, les jeunes hommes sont toujours plus nombreux que leurs homologues féminines à se déclarer proches du parti lepéniste. En 2024, on en comptait 30%, nettement plus que dans l'ensemble de la population masculine (+9 points), tandis que les jeunes femmes n'étaient que 13% dans le même cas, et moins que dans l'ensemble de la population féminine (-6 points). Ces écarts se retrouvent dans la sociologie du vote qui enregistre une progression de la droite radicale non seulement en France, mais aussi dans nombre de pays européens, plus marquée parmi les jeunes hommes⁸.

Graphique n°8 - Évolution de la proximité envers le RN en fonction du sexe chez les moins de 35 ans



Source : Anne Muxel, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

[8] Tarik Abou-Chadi, « A Gendered Far-Right Wave Among Young Voters in Western Europe? », *European Journal of Politics and Gender*, 2024 ; Đorđe Milosav et al., « The Youth Gender Gap in Support For The Far Right », *Journal of European Public Policy*, 2025.

Conclusion

Les évolutions les plus repérables des positionnements politiques dans la chaîne des générations mettent en évidence l'équivoque de nombre d'idées reçues. Ainsi, malgré les difficultés d'insertion sociale et économique auxquelles sont confrontées les jeunes, ceux-ci se montrent plus optimistes envers les opportunités pouvant s'ouvrir pour leur avenir. Par ailleurs, plutôt que de s'affaïsser, l'intérêt des jeunes pour la politique s'est tendanciellement rapproché du niveau de celui de leurs aînés. Enfin, nos résultats ne mettent pas en évidence de franches ruptures ou discontinuités entre les générations. Les écarts observés dans les classes d'âge les plus jeunes relèvent surtout de phénomènes d'amplification d'évolutions touchant l'ensemble de la population.



“

Le **marqueur générationnel** est lui-même traversé par des fractures ou des dissensus internes, en lien avec les **fractures sociales, économiques, culturelles, territoriales** qui touchent l'ensemble de la population.

”

Néanmoins, certaines de ces évolutions méritent attention car elles n'affectent pas de la même façon toutes les générations quant à leurs conséquences politiques sur le long terme. Si la défiance politique s'est désormais généralisée, les signes de déconsolidation démocratique plus marqués dans les jeunes générations engagent plus étroitement les conditions de viabilité et de renouvellement des régimes démocratiques dans l'avenir. Par ailleurs, la demande devenue pressante de démocratie directe, dans un contexte de forte remise en cause de la démocratie représentative, peut à termes fragiliser les principes mêmes de la démocratie et laisser proliférer les populismes de toutes sortes, de gauche comme de droite, y compris dans leur dimension autoritaire. Certains signes visibles dans les jeunes générations de radicalité, y compris violente, ou de plus grande attractivité pour les extrêmes politiques, peuvent aussi ouvrir une brèche mettant à mal les principes de la représentation démocratique.

Enfin, le marqueur générationnel est lui-même traversé par des fractures ou des dissensus internes, en lien avec les fractures sociales, économiques, culturelles, territoriales qui touchent l'ensemble de la population. Pour cette note, nous avons privilégié une lecture intergénérationnelle. Mais le gender gap idéologico-politique qui caractérise depuis une date récente la politisation des jeunes générations est révélateur des lignes de clivages qui travaillent constamment le renouvellement des générations. Si le tropisme de gauche de la jeunesse s'est affaibli, il résiste voire progresse dans la population juvénile féminine, tandis que les jeunes hommes contribueraient davantage au mouvement de droitisation à l'œuvre dans l'ensemble de la population française. Le marqueur générationnel est aussi porteur de forces contraires, voire antinomiques, au sein même de la jeunesse.

Les enquêtes du dispositif Fractures françaises sont menées par le Cevipof en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde, le terrain ayant été effectué par Ipsos sur la base d'échantillons représentatifs construits sur la base de quotas.

Pour le détail de la composition de l'échantillon de chaque vague voir les informations figurant sur le site du Cevipof à la page de l'enquête Fractures françaises :

<https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/etudes-enquetes/enquete-fractures-francaises/>

Direction de publication : Anne Muxel

Édition : Florent Parmentier

Révision éditoriale et mise en forme : Marilyn Augé

Infographie : Flora Chanvril

Communication et contact presse : Katia Jouffre Lafargue

Pour citer la note :

MUXEL (Anne), « La génération est-elle encore un marqueur des fractures politiques françaises ? », *Note de recherche du CEVIPOF*, n°2, octobre 2025, 12 p.

© CEVIPOF, 2025 Anne Muxel